

Brésil : notre défaite n'est pas électorale, mais idéologique »

samedi 29 juin 2019, par [DOS SANTOS Cathy](#), [STEDILE Miguel Enrique](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juin 2019).

Miguel Stedile est membre de la coordination nationale du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). Six mois après l'investiture de Jair Bolsonaro, il relie les politiques du président d'extrême droite au projet du capital financier, et s'explique sur le recul de la gauche dans son pays.

Miguel Stedile est membre de la coordination nationale du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). Six mois après l'investiture de Jair Bolsonaro, il relie les politiques du président d'extrême droite au projet du capital financier, et s'explique sur le recul de la gauche dans son pays.

Cathy Dos Santos - Depuis le 1^{er} janvier, Jair Bolsonaro préside le Brésil. Quel bilan dressez-vous de ces six premiers mois de mandat de l'extrême droite ?

Miguel Stedile - La France et l'Europe ne doivent pas regarder Jair Bolsonaro comme s'il n'était qu'un président d'extrême droite. Il représente un projet du capitalisme financier. Ce projet était déjà en cours au Brésil. En ce sens, il n'y a pas de rupture. Le premier noyau dur à parier sur la candidature de Jair Bolsonaro est le capital financier. Celui-là même qui est responsable de la crise globale. Depuis 2008, il a travaillé autour de deux idées centrales. La première est le recul des droits du travail. D'ailleurs, l'une des premières réformes de Jair Bolsonaro concerne les retraites, alors même que son prédécesseur, Michel Temer, n'était pas parvenu à la réaliser. C'est pourquoi je parle de gouvernement de continuité. Le premier noyau dur ultralibéral du gouvernement est incarné par Paulo Guedes, ministre de l'Économie. L'autre noyau important est constitué de juristes. Il a émergé avec l'opération « Lava Jato » (contre la corruption, notamment au sein de la compagnie pétrolière nationale Petrobras - NDLR). Les mesures dont a besoin le capital financier sont très impopulaires. Il est donc nécessaire de changer également l'État pour justifier la répression. C'est là qu'intervient Jair Bolsonaro. Le capital financier n'a que faire qu'il soit raciste, misogyne, homophobe. L'important pour lui est que le président réalise les réformes qu'il souhaite. La présence du juge Sergio Moro dans le gouvernement vise à changer la structure de l'État afin que celui-ci s'adapte à ce virage autoritaire. Les traits de l'extrême droite se retrouvent dans les discours, dans l'incitation à la violence, à l'intolérance. Mais l'action formelle et programmatique du gouvernement est commandée par le système financier.

Vous dites que Jair Bolsonaro doit transformer l'État pour imposer le modèle économique du capital financier. Comment cela se traduit-il dans le domaine des libertés ?

Le gouvernement a présenté deux projets. Le premier voulu par le noyau financier est la réforme des retraites. L'autre, avancé par le ministre de la Justice, Sergio Moro, est l'« anti-crime ». Dans les faits, il s'agit de changer une partie des structures politiques de l'État brésilien. Par exemple, si un policier commet un assassinat et s'il le justifie par la légitime défense, il n'y aura pas de procès. Ce projet « anti-crime » confère aux policiers et aux soldats une impunité. Il en va de même pour les grands propriétaires, ainsi que les milices qui sévissent à Rio de Janeiro. Le risque de violence réside

dans l'attitude d'inaction des autorités, qui laisse libre cours à la répression para-étatique.

Vous évoquez la réforme des retraites. Quelles en sont les grandes lignes ?

Paulo Guedes a donné toute sa légitimité à la candidature de Jair Bolsonaro, dont les marchés financiers se méfiaient au départ. Il est parvenu à faire voter la réforme des retraites alors qu'elle contient des mesures impopulaires. Même la droite avait des doutes quant à la prise de risques qu'elle représentait. Désormais, les retraites ne reposeront plus sur un système par répartition mais par capitalisation. Seul le travailleur déposera des biens à la banque. Selon les économistes proches des syndicats, avec ce nouveau système, il ne recevra plus que 40 % des pensions actuelles. L'argent déposé dans les banques sera totalement disponible pour le système financier. Ce nouveau système implique que les travailleurs assument tous les risques et les banques disposent de tous les avantages.

La réforme agraire a toujours été une question épineuse au Brésil, y compris lorsque la gauche était au pouvoir. Où en est-on aujourd'hui ?

Sous le gouvernement de Dilma Rousseff, il y avait eu une grande réduction du processus de désappropriation et des « assentamentos » (zones créées par le gouvernement pour y installer des familles sans terre - NDLR). En revanche, les politiques d'infrastructures pour les paysans qui avaient conquis leurs terres, ainsi que les programmes de distribution et de commercialisation des aliments, se sont poursuivies. Sous le gouvernement de Michel Temer, il y a eu une réduction du rythme. Aujourd'hui, il n'existe plus que 20 processus de désappropriation. Ces 20 dossiers sont bloqués dans les méandres de la bureaucratie de l'État. Dans le même temps, 100 000 familles campent et luttent pour avoir une terre. Sous le mandat de Fernando Henrique Cardoso, il y avait deux ministères : celui de l'Agriculture pour l'agrobusiness et celui du Développement rural agraire pour l'agriculture paysanne, familiale. Sous le gouvernement de Michel Temer, le ministère du Développement rural a été fermé, et les secrétariats transférés vers le ministère du Développement social. Jair Bolsonaro l'a désormais totalement incorporé au ministère de l'Agrobusiness. L'agriculture paysanne est désormais subordonnée aux intérêts de l'agrobusiness et privée de ses fonctions politiques. De la même manière, les terres quilombos et indigènes se retrouvent fragilisées face à l'avancée de l'agro-négoce, qui veut faire main basse sur ces territoires pour amplifier leurs productions et leurs exportations.

Quelles menaces pèsent sur le territoire de l'Amazonie et quel pourrait être l'impact environnemental de l'implantation de multinationales ?

Le gouvernement désire changer la loi brésilienne afin que les terres frontalières où se trouvent les forces armées et qui peuvent être occupées par des Brésiliens puissent être achetées par des étrangers. Aujourd'hui, la plus grande menace pour les Indigènes et l'Amazonie, et je ne parle pas seulement de la forêt et de l'écosystème mais de la région en général, n'est pas tant l'agro-négoce que l'exploitation des minerais. Jair Bolsonaro a parlé clairement de la réserve Raposa Serra do Sol. Aujourd'hui, elle n'autorise que les activités indigènes, mais elle pourrait devenir un espace d'extraction minière.

Durant la campagne électorale, Jair Bolsonaro a menacé tous ses opposants, et singulièrement la gauche et le Mouvement des travailleurs sans terre, allant même jusqu'à vous qualifier de « terroristes ». Ces intimidations ont-elles fait l'objet d'un passage à l'acte ?

Jair Bolsonaro ne va pas promouvoir une loi qui officialise la persécution. Mais le grand propriétaire terrien qui entend ses propos comprend qu'il a le feu vert, et peut passer à l'acte. Il y a eu des

attaques contre des campements. Fin 2018, avant même l'investiture de Bolsonaro, le pouvoir judiciaire a présenté des requêtes afin de déloger des camps de travailleurs sans terre. Le pouvoir judiciaire se sent porté par la vague conservatrice, la société appuie ce mouvement puisqu'elle a élu Bolsonaro. Finalement, chacun se dit qu'il n'y aura pas de représailles en cas de recours à la violence.

Comment comprendre le poids surdimensionné de l'agro-négoce dans l'économie brésilienne et, dans le même temps, l'absence de souveraineté alimentaire ?

Le médecin et géographe brésilien Josué de Castro a été président de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO. Tout au long de sa vie, il a répété que la faim n'était pas liée à un phénomène géographique, mais à un problème social, politique et économique, dont les origines étaient la concentration terrienne. En la matière, le Brésil est le deuxième pays au monde le plus inégalitaire puisque 1 % des propriétaires détiennent 40 % des terres. L'agro-négoce, c'est le système financier des champs. Le MST ne lutte pas seulement en faveur de la réforme agraire, mais également pour la distribution des terres. Le concept de réforme agraire et populaire est de produire des aliments sains pour alimenter la population brésilienne. Ce que l'agro-négoce ne peut faire puisqu'il ne produit pas d'aliments : le soja et le maïs servent aux combustibles, et l'eucalyptus au papier. Ses productions, qui utilisent de grandes quantités de pesticides, vont à l'exportation. C'est là que résident les origines de la faim au Brésil : il y a beaucoup de terres cultivables mais ce ne sont pas des aliments qui y poussent. Produire des aliments sains pour la population relève d'un acte politique car le risque d'une crise de la faim structurelle est réel.

Considérez-vous que les organisations sociales, les partis de gauche sont suffisamment mobilisés face aux politiques du président Bolsonaro ?

Nous devons faire une autocritique. Notre défaite n'est pas électorale, mais idéologique. Jair Bolsonaro est soutenu par le système financier et l'agro-négoce, mais il a été élu par la population, y compris par les plus pauvres. Si nous parlons exclusivement de défaite électorale, alors il suffirait de gagner d'autres élections, et le problème serait résolu ? Pourquoi les travailleurs ont voté pour un projet qui disait très clairement qu'il allait leur retirer leurs droits au nom de la relance de l'économie ? Si les travailleurs ont donné leur consentement, c'est parce que nous sommes en échec idéologique. Le camp populaire et progressiste a cessé de dialoguer et de travailler avec la population. Beaucoup des droits conquis durant les gouvernements de Lula ont été perçus par la population comme un geste personnel du président à leur endroit. Cela a été perçu comme un mérite et non comme un choix de politiques publiques résultant des pressions des mouvements sociaux.

Nous avons failli. Il nous faut reprendre le travail de base, retourner dans les périphéries pour écouter. Il faut également renouer avec l'organisation populaire. La gauche brésilienne mais également mondiale n'a pas encore trouvé les formes d'expression politiques et organisationnelles des nouvelles manifestations du monde du travail. Plus précisément, nous ne savons pas comment organiser les plus précarisés par les transformations du monde du travail. Nous devons expérimenter pour intégrer les plus précarisés dans le mouvement.

Enfin, la formation politique est très importante. Il faut débattre de la réalité : la crise du capitalisme n'est pas conjoncturelle mais structurelle, je dirais même existentielle. Le nazisme et le fascisme ont été des réponses du système financier. L'issue pour le capitalisme a été le New Deal, ou encore l'état de bien-être social. Nous, nous avançons des solutions dans le socialisme. Aujourd'hui, le capitalisme n'a aucun intérêt à construire un nouveau New Deal. C'est pourquoi je parle de crise existentielle, car il se renie. Une élection ne résoudra pas la crise. Il faut expliquer et expliquer encore. Le fascisme, ce sont des réponses simples à des questions complexes. C'est pourquoi

nombre de personnes y adhèrent. Nous, nous ne voulons manipuler personne. Nous devons travailler à l'élévation du niveau des consciences.

Miguel Stedile
Cathy Dos Santos

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Entretien avec Miguel Stedile, [Cathy Dos Santos](#), L'Humanité, 9 juin 2019,
<https://www.humanite.fr/au-bresil-notre-defaite-nest-pas-electorale-mais-ideologique-672683>

Via

Plateforme Altermondialiste
<http://alter.quebec/bresil-notre-defaite-nest-pas-electorale-mais-ideologique/>